



La FSU en audience avec la Rectrice ce jeudi 3 octobre

Une pensée pour notre collègue, Christine Renon tout d'abord...

Nous avons tenu, en ouverture, à rendre hommage à notre collègue Christine Renon, à dire l'émotion qui est la nôtre, notre colère aussi devant des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, devant un rythme effréné de réformes qui font perdre le sens de nos métiers. Beaucoup de personnels, enseignants dans les écoles et les établissements, personnels dans les services éprouvent aujourd'hui une véritable souffrance au travail. Il faut que cela cesse.

Conditions de rentrée dans l'académie: toujours plus dégradées !

- **Premier degré**: au temps du recueillement succédera demain le temps des revendications, avec d'ores et déjà prévue la dépose d'une alerte sociale sur les questions des charges de direction, des conditions de l'inclusion des élèves en situation de handicap mais aussi de temps de travail enseignant.
- dans **les collèges**, des effectifs toujours plus élevés en particulier quand l'inclusion se fait.
Si l'inclusion, grande orientation, est fort légitime, encore faut-il s'en donner les moyens !
- **Dans les lycées**, la réalité de la rentrée confirme **nos inquiétudes pour les élèves**: mise en œuvre de la réforme à marche forcée : choix de SPE trop précoce, emplois du temps complexes qui manquent de cohérence pédagogique, éclatement de la classe avec des équipes de plus de 40 enseignants parfois

Des **enseignants épuisés** déjà par la mise en œuvre des programmes, la perspective des nouvelles épreuves dans le flou le plus total : absence de cadre national qui ne manquera pas de jeter ici ou là la suspicion sur la valeur des épreuves passées, la légitimité des notes portées... Nous avons rappelé que, dans ces conditions, le Snes-Fsu demande l'annulation de la première session d'E3C.

Exaspération de la profession qui s'est traduite dans des Actions comme le refus de la mission de Professeur Principal.

A ce sujet Madame la Rectrice invoque le comité de suivi national de la réforme, le comité de pilotage académique où les points de difficulté (conseils de classe, groupe classe..) pourront être évoqués en vue d'améliorations.

- **Attractivité des métiers en berne**; difficulté à recruter dans certaines disciplines du fait de l'absence de revalorisation à laquelle s'ajoutent les HSA imposées, les postes partagés (ils sont nombreux dans notre académie pour les TZR, les contractuels..)

Sport scolaire :

Des sujets de vigilance sur les postes partagés ici aussi (couplages aberrants) et recours massif aux contractuels du fait d'un déficit de 50 Equivalents Temps Pleins dans notre académie.

L'affectation au fil de l'eau des TZR pose des problèmes d'équité dans les affectations et de prise en compte des forfaits UNSS. Nous avons dénoncé cela et rappelé l'importance à nous entendre, nous qui sommes sur le terrain, pour des couplages plus cohérents.

La réforme du lycée pourrait faire peser une menace sur les options EPS. Nous avons souligné ce point de vigilance.

Enfin, au sujet de la labellisation « Génération 2024 » si aujourd'hui une quarantaine d'établissements sont labellisés, cela se fait sans aucun moyen. Ce n'est pas tenable.

Nous avons encore rappelé notre exigence d'équipes pluri professionnelles, le besoin criant de créations de postes infirmier.e.s, d'assistantes sociales pour assurer la réussite de tous nos élèves, sur nos territoires défavorisés et ruraux...

Madame la Rectrice nous répond avoir conscience de la spécificité des territoires ruraux et de leurs besoins. Elle évoque le rapport Mathiot-Azema qui pourrait apporter des réponses ici.

Nous avons fait part de la très grande inquiétude aussi des **personnels PsyEn devant le démantèlement du service public d'orientation** ; nos collègues sont spoliés de leurs missions au moment même où le parcours des élèves suppose un investissement important en matière d'orientation. Ils demanderont à être reçus prochainement.

Quant aux personnels administratifs...de multiples sujets d'inquiétudes également:

Qu'il s'agisse de Canopé, de l'Onisep ou de la réforme territoriale, l'avenir est inquiétant pour ces personnels.

Le devenir de Canopé se décide ces jours-ci et des suppressions de postes ont été annoncées. Nous demandons à Madame la Rectrice qu'elle nous éclaire sur le sujet puisque le schéma directeur de la formation précise maintenant le rôle du rectorat.

Concernant la réforme académique, nous souhaitons savoir si le projet présenté en juillet dernier est maintenu. L'absence de précisions sur le calendrier et les mutations géographiques ou fonctionnelles qui en découleraient ne peuvent que générer des inquiétudes d'autant que le dialogue social a manqué jusqu'ici !

Il nous est répondu que Poitiers est bien « capitale de l'éducation » et qu'à ce titre la plus grande attention est portée à l'avenir de Canopé par ex..

Au sujet de l'architecture des 3 académies, Madame la Rectrice précise que compte-tenu du changement des recteurs à la tête des académies concernées, une nouvelle dynamique se mettra en place, en particulier dans l'information qui est due aux personnels. Une cellule de projet est prévue pour impulser une nouvelle méthodologie. Des ajustements devraient être apportés au projet initial. Elle tient à nous rassurer en insistant sur le fait que dans cette nouvelle organisation, des académies ne doivent pas avoir le sentiment de perdre.

Fonction Publique : la loi a été votée ; elle porte gravement atteinte à la représentativité. Nous nous sommes inquiétés des modalités à venir de la représentativité des personnels sur les questions mobilité et carrières.

Madame la Rectrice considère que si les modalités du dialogue social ont changé, le principe de ce dialogue demeure. Elle tente de nous rassurer en évoquant l'importance du travail mené par nos organisations syndicales dans l'intérêt des collègues , travail dont l'institution ne saurait faire l'économie.

Maintenant par delà les mots, nous jugerons surtout les actes. Et la situation de l'éducation dans notre académie ne manque pas d'enjeux qui appelleraient rapidement des actes forts et volontaristes.